



Covid : les salariés des Pays de la Loire refusent d'abandonner le navire

Une petite semaine d'info, et puis s'en va !

Comme dans le reste du Réseau, les salariés des Pays de la Loire ont donc repris le travail avec l'impression d'un retour au printemps 2020 : des journaux mutualisés, pour une durée encore indéfinie, mais qui pourrait aller jusqu'aux prochaines vacances scolaires. Avec cette différence que cette fois, ce n'est pas le gouvernement qui nous impose un confinement, mais notre propre direction nationale !

Il aura donc suffi que 100 personnes soient positives au Covid pour décider, le 30 décembre, de réduire drastiquement la voilure, immédiatement et dans l'ensemble du Réseau... Car le Siège et les locales ne sont pas concernés... Seraient-ils moins perméables au virus ?

Les salles de spectacles, les salles de sport, les écoles restent ouvertes, mais l'information régionale, elle, se confine. Trois équipes de reportage par jour, point final. Annulation de la plupart des programmes produits en interne et de tous les sujets qui ne seraient pas liés à l'actualité directe. Sauf pour les locales. Dans la Sarthe, où le virus circule pourtant de manière plus active, les salariés du Mans continueront à produire une édition quotidienne, comme si de rien n'était. Allez comprendre ! Et les formations NRCS sont, elles, maintenues en présentiel ! Quelle cohérence trouver à tout cela ?

Bien sûr qu'il faut penser à protéger les salariés. Bien sûr qu'il faut aussi prévoir des solutions pour éviter d'avoir un écran noir le jour où un JT doit être annulé pour cause de Covid d'un.e scripte, d'un.e vidéo, d'un.e présentateur.trice. Mais nous pensons être capables de nous adapter, en mutualisant au cas par cas. A plusieurs reprises, depuis quelques années, et sans rapport aucun avec l'épidémie, des diffusions de JT ont été annulées faute d'un.e salarié.e disponible (Grand Est, AURA, Normandie,...). Mais dans ces cas-là, la Direction de FTV ne s'en était pas émue plus que cela...

Et une fois encore, ce sont les CDD qui vont payer le prix fort !

En fin d'année dernière, la direction nous demandait quelle était la raison d'être de France Télévisions. A nous de lui retourner la question.

Dans une année où la télévision publique et les antennes régionales ont un rôle capital à jouer pour nourrir le débat électoral, dans une période où nos téléspectateurs ressentent, plus que jamais, le besoin d'une information fiable sur la crise sanitaire et sur ses conséquences dans tous les territoires, nous ne devons pas donner le sentiment d'abandonner le navire dans la tempête.

Dans les Pays de la Loire, les journaux mutualisés permettront certainement de faire de belles économies, mais à quel prix ?

Nous demandons que le Plan de Continuation d'Activité soit réévalué, pour nous permettre d'assurer nos missions d'information régionale en Pays de la Loire.